



COMMUNIQUÉ DE LA DÉLÉGATION DES ONG
43^e RÉUNION DU CCP DE L'ONUSIDA

DÉCEMBRE 2018

TEXTE INTRODUCTIF

Par Marsha Martin

La 43^e Réunion du Conseil de Coordination du Programme de l'ONUSIDA (CCP) a eu lieu à Genève, en Suisse, du 11 au 13 Décembre 2018, sous la direction de l'Honorable Anne Wechsberg, Directeur, Division de la Politique, le Département du Développement International, du Royaume Uni. Cette 43^e réunion du CCP, avec son ordre du jour très chargé et débordant, a exacerbé les tensions à l'égard de la publication d'un rapport préparé par le Panel d'Experts Indépendants; de l'annonce par le Directeur Exécutif de son départ prochain et de nombreux rapports et mises à jour qui exigent des mesures de la part du Conseil d'Administration.

Les points inscrits à l'ordre du jour ont entraîné des délibérations dans la salle de rédaction pendant la nuit (et tôt le matin). Globalement, les participants sont parvenus à un consensus sur chacun des principaux points de l'ordre du jour et ont fait le point sur les questions abordées lors des réunions précédentes, notamment: le programme mondial de prévention du VIH; la lutte contre le sida et les défis de la durabilité; le financement des réponses communautaires; l'intégration de la tuberculose et du VIH; l'accès aux médicaments et les obstacles liés à la propriété intellectuelle; les migrations et le VIH; l'approbation des nouveaux responsables et des représentants des ONG; et, un rapport détaillé établi par le Panel d'Experts Indépendants sur les questions de comportement contraire à l'éthique en milieu de travail, y compris l'intimidation, l'abus de pouvoir et le harcèlement sexuel au Secrétariat de l'ONUSIDA. Dans un contexte très complexe et controversé sur les points de l'ordre du jour, le débat thématique d'une journée consacré aux questions de santé mentale et de qualité de vie pour les personnes vivant avec le VIH et les populations clés a été réduit à un débat de deux heures.

À la suite du rapport du Directeur Exécutif, la Délégation des ONG a présenté son rapport sur les tendances et les défis en matière de prévention et de traitement du VIH auxquels sont confrontées les personnes obligées de se déplacer, qui cherchent à obtenir des services de santé, des protections et de la sécurité. Nous avons fait appel aux États Membres, aux coparrainants et aux parties prenantes de respecter les droits humains et d'assurer la santé des personnes vivant avec ou touchées par le VIH et qui sont confrontées à la migration sous toutes ses formes.

Le Panel d'Experts Indépendants a présenté son [rapport](#) et examiné les mesures recommandées. Ceci a été suivi par des réponses et de recommandations de la part de la [direction](#) et de l'[association du personnel](#). Le rapport de l'IEP conclut sur la nécessité de mettre en œuvre des changements immédiats à l'ONUSIDA, tant en ce qui concerne les mécanismes et processus existants pour aborder les questions, ainsi que dans la direction de l'ONUSIDA. Comme prévu, ce point précis de l'ordre du jour a suscité de fortes et diversifiées réactions de la part des États Membres. Au cours du débat sur les rapports, la Délégation des ONG a maintenu sa position que l'ONUSIDA doit désormais faire les choses très différemment, au siège et sur le terrain, et qu'une direction renouvelée et forte est nécessaire, en particulier lorsqu'il s'agit d'aborder les comportements contraires à l'éthique en milieu de travail, y compris le harcèlement sexuel, l'intimidation et l'abus de pouvoir au sein de l'ONUSIDA.

Tout au long des préparatifs de la 43^e réunion du CCP, la Délégation des ONG a suivi les questions soulevées et a organisé des appels régionaux et mondiaux auprès de la société civile afin de

recueillir des réactions et des recommandations sur la voie à suivre. Les représentants de la Délégation au Bureau du CCP se sont engagés d'une manière active dans des discussions critiques, notamment en demandant la publication préalable du rapport de l'IEP.

Cette réunion a été particulièrement difficile pour la Délégation des ONG lorsqu'un État Membre a soulevé des questions concernant le processus de recrutement et de sélection de la Délégation des ONG, bloquant ainsi le point de décision sur l'approbation des nouveaux membres du CCP et des Délégués des ONG, qui était normalement approuvée sans poser de questions. Comme lors des réunions précédentes, la Délégation des ONG a été très occupée par de nombreuses réunions parallèles avec les États Membres, les Coparrainants et les observateurs de la société civile afin de mieux comprendre les questions en suspens et d'obtenir des recommandations et des mesures clés pour le CCP et au-delà.

RAPPORT DU DIRECTEUR EXÉCUTIF

Par Trevor Stratton

Quarante ans après le début de l'épidémie, Michel Sidibé, dans son rapport de Directeur Exécutif, a ouvert la réunion en soulignant certains des succès et réalisations récents de son travail au cours des six derniers mois, tels que la campagne “Vis Positivement - Connais Ton Statut Sérologique” de l'ONUSIDA, les événements mondiaux de la Journée Mondiale du sida, le récent sommet du G20 à Buenos Aires, la réunion du Forum sur la coopération Chine - Afrique (FOCAC) en septembre à Pékin, ainsi que les travaux de la Coalition Mondiale pour la Prévention.

Alors qu'il y a deux ans à peine, l'ONUSIDA parlait de la réponse mondiale au VIH comme d'un “dernier kilomètre”, le slogan vanté à plusieurs reprises lors de la 43^e réunion du CCP a été cité dans le rapport “Miles to Go” [Des Mille encore à Parcourir], lancé à Amsterdam. Il s'agit d'un changement de ton important qui dénote les défis croissants auxquels sont confrontés les populations clés et les groupes de femmes et leurs défenseurs d'un engagement communautaire et d'un financement accru pour la réponse communautaire exigeant, “rien à propos de nous sans nous.” Les derniers kilomètres de “combler les lacunes, briser les barrières et réparer les injustices” ont été lents à se réaliser.

L'intervention de la Délégation a souligné les énormes disparités dans la réalisation des objectifs 90-90-90 dans différentes populations et dans différents lieux/régions et les augmentations inacceptables des nouvelles infections par le VIH dans certains pays, en particulier dans les populations clés qui contribuent à 47% de toutes les nouvelles infections. Nous avons également demandé que les ressources soient au niveau de l'engagement politique, surtout en ce qui concerne les interventions essentielles et efficaces menées par les réponses communautaires, le financement des acteurs sociaux, les programmes axés sur les droits humains et la prévention du VIH.

Les remarques de Michel ont souligné ces domaines d'action collective: la prévention, l'accélération vers 90-90-90 y compris l'investissement de 25% pour la prévention, 30% pour les services communautaires, 6% pour les activités sociales habilitantes, plus d'attention à la mère et aux bébés, la “révolution des tests”, l'élimination de la violence sexuelle et sexiste et la nécessité d'un Fonds Mondial entièrement financé avec des plans de transition durable dans chaque pays.

Michel a également évoqué brièvement le rapport du Panel d'Experts Indépendants et a fait allusion à la réunion du CCP 2019 qui serait sa dernière. La réponse de la direction au Rapport de l'IEP a été ajournée pour être débattue au point 3 de l'Ordre du Jour.

LE RAPPORT DES ONG: LES PERSONNES EN DÉPLACEMENT: LA CLÉ POUR METTRE FIN AU SIDA

Par Marsha Martin

S'appuyant sur les thèmes et les sujets abordés dans les précédents rapports des ONG qui examinaient les défis pour mettre fin au sida jusqu'à 2030, le rapport de cette année visait à rendre visibles et à identifier les besoins d'une population vulnérable et délaissée: les personnes en déplacement. Le rapport des ONG souligne les tendances actuelles de la mobilité de la population mondiale: diversité et complexité croissantes de la mobilité humaine; "féminisation de la migration"; nouveaux paradigmes de santé; nouvelles approches de la réflexion sur la mobilité; et défis à la globalisation de la migration. Le rapport a également présenté les voix et les expériences vécues des personnes en déplacement, vivant avec le VIH, à risque de transmission du VIH et d'autres comorbidités. Le rapport se termine par 12 bonnes pratiques et un ensemble de recommandations – qui, prises ensemble, peuvent répondre aux besoins des personnes en déplacement vivant avec le VIH.

Les recommandations vont de la nécessité d'élaborer un cadre de données conjoint, à la nécessité d'une définition globale de migrant et de personnes en déplacement, et à la nécessité d'un engagement à long terme en faveur de la fourniture d'un ensemble de base de services de prévention, de traitement et de soutien pour les personnes en déplacement, au-delà des frontières internationales, ainsi qu'à l'intérieur des pays.

Après une présentation puissante et très personnelle de Valeriia Rachynska, Déléguée des ONG Européennes pour l'Ukraine, elle-même une migrante de deuxième génération, les points de décision du rapport ont été discutés et finalisés dans une salle de rédaction qui a duré jusqu'au matin. Lorsque tout a été terminé, les points de décision du rapport des ONG ont encouragé l'acceptation d'un certain langage de définition utile aux fins du programme; ont encouragé l'élaboration d'un continuum complet de soins pour les personnes en déplacement; ont souligné l'appui à la collaboration internationale au-delà des frontières, y compris entre le Programme Conjoint et l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM). Les points de décision finaux sont [ici](#).

RAPPORT DU PANEL D'EXPERTS INDÉPENDANTS ET RÉPONSES DE L'ADMINISTRATION ET DE L'ASSOCIATION DU PERSONNEL DU SECRÉTARIAT DE L'ONUSIDA (USSA)

Par Alessandra Nilo

La 43^e réunion du CCP a été l'une des plus difficiles de ces derniers temps.

Le rapport du Panel d'Experts Indépendants (IEP) a jeté de sérieux doutes sur la gestion et les systèmes de l'ONUSIDA en matière de prévention et de lutte contre le harcèlement, y compris le

harcèlement sexuel, l'intimidation et l'abus de pouvoir au Secrétariat de l'ONUSIDA. Le rapport de l'IEP soulignait clairement qu'un nouveau leadership serait nécessaire pour mettre en œuvre la série de changements proposés. Pour compléter le tableau, la Déclaration de l'Association du Personnel du Secrétariat de l'ONUSIDA a également soulevé de graves questions dans la conduite des procédures internes au sein de l'ONUSIDA, dont certaines ont été soulevées dès 2011. Le taux de réponse à l'enquête auprès du personnel a été exceptionnellement élevé (78%); plus de 60% des membres du personnel du Secrétariat ne font pas confiance à la direction actuelle pour mettre en œuvre efficacement la réponse de la direction.

Toutefois, même à la lumière des faits mis en évidence, la Réponse de la Direction à l'IEP a suggéré que les changements nécessaires seraient effectués par les dirigeants actuels de l'ONUSIDA. Cette déclaration a suscité des questions et des préoccupations de toutes les parties, qui ont dominé non seulement les coulisses, mais aussi l'ordre du jour officiel des débats du CCP. La session thématique sur la Santé Mentale et le VIH, par exemple, a été sérieusement entravée, et les négociations visant à définir les points de décision sur l'Ordre du Jour 3 ont été les plus longs de l'histoire des réunions du CCP.

Malheureusement, le débat s'est porté davantage sur le leader que sur le leadership. Les négociations politiques étaient complexes et tendues entre les propositions de fin immédiate du mandat du Directeur Exécutif et les pays qui insistaient pour qu'il continue. La voie moyenne était de réfléchir à la manière de commencer immédiatement le processus d'embauche du nouveau Directeur Exécutif (ce DE a été bientôt approuvé au début du CCP) et d'essayer d'assurer une transition moins turbulente. Alors que Michel Sidibé a mentionné dans son discours de clôture qu'il démissionnait à la fin du mois de juin 2019. Il n'est pas encore clair comment la période de transition menant à cela prendra forme, en particulier avec une session spéciale du CCP demandée pour le mois de mars. On a également convenu de la nécessité de créer un groupe de travail du CCP pour superviser la mise en œuvre immédiate de la réponse de la direction et pour examiner plus à fond les conclusions et les recommandations contenues dans le rapport de l'IEP, ainsi que la réponse de la direction. Une autre résolution clé était de convoquer une session spéciale du CCP, en mars 2019, qui déciderait également s'il y a lieu de présenter des recommandations spécifiques au Secrétaire Général de l'ONU.

Dans cet environnement stressant, il était important de compter sur les déclarations des ONG observatrices qui s'alignaient pour la plupart sur les principaux points soulevés par la délégation des ONG: a) la tolérance zéro contre tout type de harcèlement, y compris le harcèlement sexuel; l'intimidation et l'abus de pouvoir à l'ONUSIDA; b) La défense inconditionnelle que, face aux défis actuels, la meilleure réponse est celle de créer les conditions nécessaires pour renforcer l'ONUSIDA; et c) une compréhension qu'il est nécessaire de recadrer ce défi, d'en faire une occasion pour que l'ONUSIDA donne encore une fois l'exemple à l'ensemble du système des Nations Unies.

La mention de filles et de jeunes femmes au cours du 43^e CCP me rappelait que j'étais de la même famille. C'était la deuxième fois que je participais au CCP et, cette fois-ci, je n'étais pas un orateur, mais une Nouvelle Déléguée pour l'Afrique. Toutes les attentes que j'avais n'étaient pas assez, car c'était l'épreuve du feu. Ce sera probablement le CCP que je n'oublierai jamais, probablement, nous tous qui étions présents ne l'oublieront jamais.

J'ai vu le CCP devenir humain et j'ai senti l'ONUSIDA le devenir. Le changement est dur, douloureux et grand et je changeais avec tout cela. C'était comme si j'avais trop de pression à un moment donné et je savais que si c'était aussi dur pour moi, c'était beaucoup plus dur pour les autres. Nous ne pouvons obtenir un diamant que lorsque la pression est à son apogée. Le diamant qui est un ONUSIDA plus fort a pris forme. Les filles et les jeunes femmes, l'avenir est meilleur pour nous, plus sûr et prêt pour nous. Au niveau communautaire ou au niveau des espaces globaux, nous ne sommes pas seulement une partie du menu, nous sommes assises aux tables de prise de décision.

- **Lucy Wanjiku, Positive Young Women Voices [La Voix des Jeunes Femmes Positives] (PYWV), Nouvelle Déléguée pour l'Afrique**

SUIVI DU 42^e DÉBAT THÉMATIQUE SUR LA LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE (TB) ET LE SIDA

Par Sonal Mehta

Le débat thématique de la 42^e Réunion du CCP en juin 2018 a été consacré à la réponse conjointe pour mettre fin à la tuberculose et au sida. Les présentations et les débats ont compris des épreuves empiriques et l'analyse de ces épidémies et réponses interconnectées, des activités et programmes ayant donné de bons résultats, et des mesures proposées en vue d'une intégration renforcée. La Délégation des ONG s'est activement impliquée tout au long du processus pour veiller à ce que les documents d'information et l'ordre du jour de la journée Thématique incluent toutes les questions importantes que nous voulions soulever, ainsi que des représentants clés de la société civile et de la communauté en tant que des conférenciers/présentateurs. La Délégation des ONG, ainsi que son Groupe Consultatif Thématique de la Société Civile, s'étaient mis d'accord sur les objectifs de la réunion, dans l'intention de veiller à ce que les points de décision issus de la session reflètent les mesures essentielles à prendre.

La Session Thématique du dernier CCP s'est révélée très efficace. Les membres du groupe de travail étaient également représentés à la Session de Haut Niveau des Nations Unies sur la tuberculose (TB) en septembre 2018. Fait intéressant, les points de décision de la session thématique étaient assez forts. Tous les États Membres, les Coparrainants et la Délégation des ONG ont fait preuve d'engagement et de solidarité en veillant à ce que tous les points de décision puissent donner lieu à une action, notamment en améliorant les approches multisectorielles et l'intégration entre la tuberculose et le VIH; en investissant dans la recherche et les technologies de la santé; et en assurant une meilleure participation des communautés. Les Détails des Points de Décision peuvent être consultés [ici](#).

RAPPORT SUR LA VOIE VERS DES RÉSULTATS DURABLES EN MATIÈRE DE SIDA

Par Musah Lumumbah

Lors de la 43^e Réunion du CCP, il nous a été rappelé que l'Élimination du sida jusqu'à 2030 en tant que menace pour la santé publique était l'un des objectifs du numéro 3 des ODD [Objectifs de

Développement Durable] (Santé et Bien-Être pour tous de tous âges). Ainsi, la maîtrise de l'épidémie est une condition préalable à la viabilité à long terme de la lutte contre le sida.

La complaisance porte un lourd tribut à ce stade de l'épidémie. Si les nouveaux cas d'infection par le VIH ne sont pas rapidement réduits de manière drastique, en particulier dans les points chauds de la population et les régions laissées pour compte – en Afrique Occidentale et Centrale, Europe de l'Est et Asie Centrale - le nombre de personnes nécessitant un traitement antirétroviral augmentera. La complaisance à l'égard de la nécessité d'accélérer l'adoption de mesures équitables de lutte contre le sida se traduit par des pressions accrues sur les dépenses de santé pour tout le monde, en particulier les communautés, les gouvernements et les donateurs.

Des transitions mal planifiées et mal exécutées de la part de l'aide internationale dans certains pays ont déjà gravement compromis la réponse au sida. Dans la région de l'EECA et de l'Asie, par exemple, c'est parmi les Populations Clés, y compris les utilisateurs de drogues injectables, les travailleurs du sexe, les HSH, les personnes transgenres et les personnes en déplacement, que cette situation a été plus durement ressentie. Le sida demeure la principale cause de décès chez les femmes en âge de procréer et la principale cause de décès en Afrique—y compris chez les jeunes, un phénomène démographique en pleine expansion. La Délégation des ONG a accueilli avec satisfaction le [document](#) d'information élaboré par l'ONUSIDA, qui incluait des réponses communautaires dans le cadre de la durabilité, et a souscrit à la suggestion de l'ONUSIDA de créer un groupe de travail conjoint à l'échelle mondiale pour développer et suivre des réponses durables au VIH.

La Délégation des ONG a fait l'appel pour que la société civile et les communautés participent davantage à la planification, à la mise en œuvre et au suivi des processus de durabilité, en particulier la transition des ressources du sida des donateurs vers le financement national et la mise au point de cas d'investissement.

RAPPORT ANNUEL D'ÉVALUATION SUR LA PRÉVENTION DU VIH 2020

Par Sonal Mehta

La Déclaration politique de 2016 sur l'Élimination du sida fournit le cadre général pour faire progresser les mesures de lutte contre le VIH et suivre les progrès accomplis. La Déclaration Politique a fixé l'objectif ambitieux de réduire le nombre annuel de nouveaux cas d'infection par le VIH dans le monde à moins de 500 000 jusqu'à 2020. Accompagnée d'objectifs globaux de prévention programmatique, la Déclaration Politique a fixé des objectifs pour atteindre 90% des populations clés et 90% des adolescentes et des jeunes femmes (dans des milieux à forte prévalence du VIH) avec des programmes combinés de prévention du VIH.

Lors de la 41e Réunion, le Conseil a été informé de la [Feuille de Route pour la Prévention du VIH 2020](#), telle qu'elle avait été lancée lors de la réunion inaugurale de la Coalition Mondiale pour la Prévention du VIH, les 10 et 11 octobre 2017, et en a pris note. Le CCP a également demandé au Programme Conjoint de rendre compte chaque année des progrès accomplis en matière de

prévention du VIH. Depuis le lancement de la Coalition, les pays participants, avec l'appui du Programme Conjoint, ont participé dans un large éventail d'activités en vue de la mise en œuvre de la Feuille de Route. Un grand nombre d'entre eux ont été décrits dans le premier rapport annuel d'évaluation de la Coalition, publié en mai 2018.

Lors de la 43^e réunion du CCP, Alvaro Bermejo, Coprésident de la Coalition pour la Prévention, a fait une mise à jour sur la Coalition. Il était clair qu'il y a un progrès dans les dix pays membres, y compris une augmentation de l'engagement politique. Toutefois, les ressources allouées à la prévention n'ont que peu progressé dans quelques pays et le nombre de nouvelles infections a lentement réduit. Plusieurs États Membres se sont plaints de ne pas être facile de devenir membre de la Coalition et ont demandé que celle-ci soit rendue ouverte et facile à rejoindre.

Hormis la Coalition pour la Prévention, il y avait de sérieuses préoccupations au sujet de l'investissement financier, de l'engagement politique et de l'engagement communautaire dans la prévention. Le Programme Conjoint a été critiqué pour ne pas avoir été plus ferme en ce qui concerne la responsabilisation des États Membres et le renforcement de leur engagement politique en faveur de la prévention afin de ne laisser personne pour compte. Compte tenu de l'urgence du point de l'ordre du jour du CCP sur les questions de harcèlement, y compris le harcèlement sexuel et l'abus de pouvoir, les [points de décision](#) relatifs à cette question n'ont pas fait l'objet d'un débat approfondi.

La Délégation des ONG souhaite que le CCP fasse preuve à l'avenir d'un plus grand engagement à l'égard des questions de prévention et que nous ayons un rôle actif à jouer pour veiller à ce qu'il reçoive l'importance qu'il mérite lors et au-delà des réunions du CCP.

RAPPORT SUR LA MISE À JOUR DES COMPOSANTS D'ACCÈS DE LA STRATÉGIE 2016 - 2021 DE L'ONUSIDA: ÉLIMINER LES OBSTACLES À L'ACCÈS AUX TECHNOLOGIES DE LA SANTÉ POUR LE VIH ET SES CO-INFECTIONS ET COMORBIDITÉS DANS LES PAYS À FAIBLE REVENU ET À REVENU INTERMÉDIAIRE

Par Aditia Taslim Lim

Un ONUSIDA plus fort a été le principal message de la délégation des ONG lors de la 43^e réunion du CCP, ainsi que sur ce point particulier de l'ordre du jour. Les obstacles aux technologies de la santé, y compris la propriété intellectuelle, sont depuis longtemps devenus l'un des problèmes les plus difficiles auxquels sont confrontées les communautés et les personnes vivant avec le VIH pour assurer l'accès à des médicaments qui sauvent des vies à des prix abordables et sans interruption. Les accords commerciaux entre plusieurs pays sur les médicaments portant la marque continuent de menacer la santé publique plutôt que de la protéger. Ça comprend l'exclusivité des données, l'extension des monopoles en matière de brevets et, souvent, de processus non transparents qui empêchent les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de réduire sensiblement le prix des médicaments, même grâce au mécanisme de flexibilités de l'ADPIC (Accord sur les Droits de Propriété Intellectuelle qui touchent au Commerce).

Tandis que ces obstacles demeurent un défi, il est préoccupant de constater que le Secrétariat de l'ONUSIDA ne dispose pas actuellement d'un point focal pour relever ces défis. Même dans le domaine des prix des médicaments, l'ONUSIDA n'a pas fait avancer un programme englobant les problèmes auxquels sont confrontés tous les États Membres.

Aujourd'hui, diverses formes de populisme national balayent le monde comme une épidémie, les attaques contre le multilatéralisme s'intensifient et l'instabilité politique et financière laisse de nombreuses personnes pour compte. Il est donc impératif que l'ONUSIDA rétablisse ses compétences et joue un rôle en convoquant les principaux acteurs et parties prenantes dans la lutte contre le VIH/sida pour qu'ils continuent de débattre des problèmes et possibilités critiques liés à l'accès aux médicaments et aux questions de propriété intellectuelle. Cela doit traduire son engagement en actions concrètes et aider les pays à mettre en œuvre les flexibilités prévues dans l'accord sur les ADPIC en tant que mesure de protection et en faveur des personnes vivant avec le VIH. En tant que Délégation des ONG, nous avons souligné lors de la réunion du CCP que notre santé n'est pas à but lucratif.

C'était mon premier CCP: J'étais un peu perdu. Je me suis rendu compte de ce que la délégation des ONG peut apporter au CCP. En tant que représentants de la Société Civile, nous représentons différentes populations clés dans nos régions. Au cours des trois dernières décennies de VIH nous avons vu les mêmes populations clés exclues des discussions et des positions de pouvoir significatives: les personnes vivant avec le VIH, les travailleurs du sexe, les personnes d'expérience Trans, les communautés LGBT, les femmes et les jeunes filles, les personnes noires et brunes, les personnes qui utilisent des drogues et les migrants. Il s'agit en partie de données; il s'agit en partie de stigmatisation et de discrimination, y compris l'absence de volonté politique d'assurer de telles inclusions.

Le Rapport des ONG sur Les Personnes en Déplacement (People on the Move) était important à cette session. Je suis l'une de ces "personnes en déplacement" - ma famille est réfugiée. Dans ma propre vie, je me suis déplacée de ville en ville, pour des opportunités comme l'éducation ou l'emploi, et parfois en fuyant une mauvaise situation. Les personnes se déplacent pour plusieurs raisons. Le rapport des ONG était axé sur les migrants - ou "les personnes en déplacement" (une expression que nous avons entendue à maintes reprises tout au long de la réunion) - et sur les répercussions particulières de la migration (dans toutes ses multiples significations) sur la santé et la vulnérabilité au VIH. La Migration est un "sujet brûlant" dans toute discussion dans les climats politiques populistes et nativistes d'aujourd'hui: le Caucus américain des personnes vivant avec le VIH lutte depuis deux ans contre les politiques et les médias anti-immigrés et anti-migrants dans le contexte américain. Lors de la présentation du rapport des ONG sur les Personnes en Déplacement, j'ai eu l'impression d'avoir trouvé une place au sein de la délégation des ONG.

- Andrew Spieldenner, les Personnes Vivant avec le VIH (PVVIH EU) Caucus, États-Unis, Délégué entrant pour l'Amérique du Nord

RAPPORT SUR LES PRATIQUES EXEMPLAIRES EN MATIÈRE DE FINANCEMENT EFFICACE DES RÉPONSES COMMUNAUTAIRES CONTRE LE VIH

Par Devanand Milton

Dans ce point de l'ordre du jour, la Délégation des ONG a souligné deux messages importants: 1) l'engagement de remplir les 30% de services communautaires de lutte contre le VIH et l'allocation d'un minimum de 6% aux activités sociales dans la Déclaration Politique de 2016; et 2) l'élimination des obstacles structurels pour les organisations communautaires dans la lutte contre le sida.

La Délégation a noté que la façon dont les allocations de fonds sont comptabilisées n'est pas claire. Il n'existe aucun mécanisme comptable clair pour suivre les dépenses. Le financement de la lutte contre le VIH pour les organisations communautaires devrait être ventilé davantage afin de tracer les investissements dans les organisations qui sont dirigées par des personnes vivant avec le VIH, des femmes, des jeunes et des populations clés. Des références ont été faites aux outils de l'Évaluation Mondiale de l'Épidémie de VIH/sida (GAM) et de l'Évaluation Nationale des Ressources et Dépenses relatives au sida (NASA), mais ces outils ne sont pas utilisés efficacement pour suivre les dépenses. De plus, les terminologies utilisées, c'est-à-dire "réponse communautaire au sida et catalyseurs sociaux", doivent être définies avec précision.

La diminution du financement accordé à la société civile aura une incidence considérable sur les services fournis par les initiatives communautaires de lutte contre le sida. En outre, des obstacles politiques et juridiques, notamment la criminalisation des relations homosexuelles, du travail du sexe et de la consommation de drogues, entravent également l'enregistrement des principales organisations dirigées par la population. Les bonnes pratiques mises en évidence dans le [rapport](#) comprennent des mécanismes de contrat social entre le gouvernement et la société civile. Ce modèle pourrait ne pas fonctionner pour tous les pays où des lois punitives criminalisent les Populations Clés. Dans ces cas-là, les décisions relatives à l'affectation des fonds dépendent des fonctionnaires du cabinet qui, souvent, ne sont pas transparents et ne sont pas accessibles aux communautés.

Les interventions communautaires de lutte contre le sida joueront un rôle clé dans la réalisation de l'objectif des ODD consistant à mettre fin à l'épidémie de sida. Le financement des communautés et des facilitateurs sociaux est d'une importance cruciale pour fournir des services aux personnes qui en ont le plus besoin et pour s'assurer que personne n'est laissé pour compte dans la lutte contre le sida. Enfin, une surveillance plus efficace et uniforme de l'affectation des fonds permettra de mieux comprendre où vont les fonds et quelles communautés sont desservies.

SEGMENT THÉMATIQUE: SANTÉ MENTALE ET VIH/SIDA - PROMOTION DES DROITS HUMAINS ET APPROCHE INTÉGRÉE ET AXÉE SUR LA PERSONNE POUR AMÉLIORER L'ADHÉSION À LA TARV, LE BIEN-ÊTRE ET LA QUALITÉ DE VIE

Par Ferenc Bagyinzsky

La journée thématique du 43^e CCP a abordé la santé mentale et le VIH/sida. La Délégation des ONG a appuyé ce thème, en particulier en ajoutant le bien-être et la qualité de vie aux débats. La santé mentale et la qualité de vie des personnes atteintes du VIH/sida sont souvent négligées dans les réponses au VIH/sida, où des objectifs et des indicateurs sont fixés pour mesurer le niveau d'accès aux services de prévention, de soins et de traitement, tandis que d'autres aspects tels que la stigmatisation et la discrimination sont plus difficiles à mesurer et souvent ignorés, comme la santé mentale et le bien-être des PVVIH.

Le groupe de travail Thématique de la Délégation des ONG a participé dans les préparatifs. Soutenus par à peu près 35 membres du groupe consultatif de la société civile, nous avons contribué pour le document thématique de base, des bonnes pratiques, des études de cas et des sessions pour faire entendre les voix des représentants de la communauté et de la société civile pour la session. Nous avons été heureux de constater que toutes les sessions ont eu au moins un conférencier communautaire provenant de différentes populations affectées et de personnes vivant avec le VIH, car les expériences personnelles vécues favorisent la compréhension des besoins des communautés et aident à façonner les réponses et à ajuster ou modifier les politiques et les lois.

Malheureusement, la journée n'a pas été aussi bonne qu'elle aurait pu l'être, compte tenu de l'immense travail de planification et de travail qui y a été consacré tant par les membres du groupe de travail du CCP que par les excellents conférenciers qui ont préparé l'événement. Certains d'entre eux n'ont voyagé à Genève que pour influencer – par leurs interventions et leurs présentations – l'avenir des réponses au VIH/sida abordant la santé mentale, la qualité de vie et le bien-être des personnes vivant avec ou affectées par le VIH/sida.

La journée a été écourtée en raison des sessions de rédaction parallèles en cours où les points de décision du CCP étaient négociés, de sorte que les conférenciers ont été invités à prendre la parole plus rapidement et les commentaires et les questions étaient également limités, ce qui a fait d'une journée thématique habituellement dynamique et stimulante une journée qui n'était pas bénéfique pour le bien-être, la santé mentale et la qualité de vie.

La Délégation des ONG veillera à ce que, l'année prochaine, lorsque les points de décision connexes seront suggérés et négociés, tous les points clés soulevés par les conférenciers et les interventions soient pris en considération. Actuellement, la qualité de vie des personnes atteintes du VIH/sida et notre santé mentale ne sont pas bien couvertes par les objectifs et les politiques, ce qui se traduit par une prévalence accrue des problèmes de santé mentale et du suicide et une diminution de la qualité de vie. Nous encourageons tous nos partenaires de la société civile à nous faire parvenir leurs interventions prévues sur le sujet, afin que la Délégation puisse inclure les questions les plus importantes pour les communautés dans son travail de négociation des points de décision définitifs pour cette journée thématique.

LA SOCIÉTÉ CIVILE A UNE PLACE À LA TABLE: Questions soulevées à la 43^e Réunion du CCP

Par Ferenc Bagyinzsky

Le rétrécissement des espaces de la société civile a été de plus en plus à l'ordre du jour de la Délégation des ONG au cours des dernières années, car le financement des ONG et des communautés a considérablement diminué et les environnements juridiques dans lesquels nous évoluons sont devenus plus hostiles à l'échelle mondiale. Le Conseil de Coordination du Programme de l'ONUSIDA est unique au sein du système des Nations Unies et l'une des rares exceptions où les représentants de la société civile et des communautés touchées par le VIH/sida peuvent participer aux délibérations sur les décisions qui façonnent la réponse mondiale au sida. Bien qu'elle ne soit pas égale, c'est-à-dire qu'en tant que membres sans droit de vote du Conseil d'Administration, la Délégation des ONG a fait ses preuves en proposant des décisions et des actions pour le Programme Conjoint qui ont abouti à des programmes et des politiques qui répondent aux besoins et aux intérêts des communautés que nous représentons.

Toutefois, lors de la 43^e Réunion du CCP, l'un des États Membres, dans son intervention au titre du point 10 de l'ordre du jour - Élection des Membres du Bureau, a soulevé des questions concernant l'autonomie et la représentation de la société civile et des communautés au sein du Conseil d'Administration en remettant en question nos procédures de recrutement et de sélection et en demandant des informations non seulement sur les nouvelles ONG, mais aussi sur les candidats. La Délégation des ONG a répondu à la question en donnant des détails sur notre procédure de sélection approfondie, ainsi que des informations pertinentes sur l'appel à candidatures. Alors que la journée approchait à sa fin, la discussion a été reportée au lendemain. Curieusement, le premier jour où cette question a été soulevée, aucun État Membre ne s'est exprimé en faveur de la Délégation des ONG.

Lorsque le même point de l'ordre du jour a été présenté le lendemain, plusieurs États Membres tels que le Mexique, le Portugal (et ses mandants, la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas), l'Australie, le Chili, le Royaume-Uni, les États-Unis d'Amérique et la Suède et le HCR (au nom des Coparrainants) sont intervenus et ont exprimé leur reconnaissance pour le rôle joué par la Délégations des ONG et leurs travaux au sein du Conseil d'Administration. Plus important encore, ils ont appuyé notre processus indépendant de sélection de nos représentants. Certains ont également exprimé que notre procédure de sélection est excellente et pourrait servir d'exemple pour d'autres organismes internationaux. Le débat s'est terminé à l'approbation de [nouveaux membres](#), y compris les Délégués entrants, mais le message a été clair: ce défi sur la représentation de la communauté et de la société civile et de la participation au CCP de l'ONUSIDA sera soulevé lors des prochaines réunions.

Depuis 2001, la communauté Women's Health in Women's Hands (La Santé des Femmes entre les Mains des Femmes) plaide avec peu de succès en faveur de l'inclusion des migrants et des populations mobiles dans les accords mondiaux des Nations Unies. Lorsque j'ai été interviewée dans le cadre des consultations pour le rapport de la Délégation des ONG de 2018 sur les personnes en déplacement, je me suis rendue compte que c'était une occasion majeure d'apporter une différence dès l'intérieur. La 43^e réunion du CCP allait être un moment critique où l'une des populations clés laissées pour compte dans la stratégie 90-90-90 serait discutée et des recommandations d'action stratégique proposées et adoptées. J'ai réussi dans ma demande pour être l'un des délégués des ONG entrants pour l'Amérique du Nord. Lors de la réunion à Genève, j'ai rencontré d'autres délégués des ONG du monde entier qui étaient passionnés par le VIH et les questions de mobilité et avaient investi dans le rapport des ONG et ses recommandations.

La présentation du rapport, les discussions qui ont suivi et les interventions des participants ont été passionnées, critiques et aussi diversifiées que les personnes qui les ont faites. La rédaction des points de décision s'est faite tard dans la nuit, mais au bout du compte, les résultats n'ont pas déçu et les États Membres les ont adoptés sans trop de fanfare. Pour moi, c'était la réalisation d'un objectif à long terme de voir l'inclusion des populations migrantes et mobiles dans un dialogue mondial sur le VIH. Le rapport et les décisions adoptées ont fourni à ceux qui travaillent avec les populations migrantes et mobiles une plate-forme sur laquelle fonder les réponses locales, nationales et internationales. Je n'aurais pas été plus heureux!

Je me suis également joint au CCP à un moment où la crédibilité et la réputation de l'ONUSIDA étaient remises en question en raison d'accusations de harcèlement sexuel, d'intimidation et d'abus de pouvoir et de la mauvaise gestion de la question par la haute direction. Ce point a dominé la réunion et il était difficile de voir comment un consensus pourrait être atteint lorsque les membres du CCP et les observateurs étaient si divisés sur la façon de traiter les recommandations contenues dans le rapport du Panel d'Experts Indépendants (IEP). Toutefois, le fait de comprendre que quelles que soient les décisions prises, il fallait démontrer un engagement ferme en faveur de la protection du personnel, ainsi que la nécessité de laisser derrière un ONUSIDA renforcé pour le bien des millions de vies en jeu dans le monde, a suscité des voix divergentes en faveur d'un consensus durement combattu. L'interaction du pouvoir, de la politique, du genre, des dynamiques culturelles et raciales qui ont miné la réponse au VIH depuis le début a joué un rôle tout au long des discussions sur ce point. Toutefois, ce sont également ces facteurs qui motivent et stimulent les personnes présentes et d'autres défenseurs et partisans dans le monde entier de façon à soutenir une réponse efficace pour toutes les populations clés.

Je me réjouis à l'avenir d'autres réunions du CCP avec beaucoup d'anticipation.

- Wangari Tharao, Women's Health in Women's Hands, Déléguée entrante pour l'Amérique du Nord

Plus tôt dans la journée, le même État Membre a fait circuler une proposition visant à ouvrir la résolution de l'ECOSOC (Conseil Économique et Social), qui a créé le CCP, y compris les cinq sièges réservés aux représentants des ONG. Bien que la renégociation de la composition du CCP ait été motivée par le souci de renforcer la présence dans les régions où sévissent les épidémies les plus graves, les participants ont également demandé la mise en place d'un conseil d'administration dirigé par les pays, ce qui, combiné à leur intervention, semble être un moyen d'aider les communautés et la société civile à sortir du CCP. Curieusement, la même question de sélection et de représentation au CCP peut être posée aux États Membres, en particulier dans les régions où il n'y a pas de rotation et où la composition ne change guère.

On ne sait pas encore si ces mesures ont été une attaque directe contre les communautés ou si nous avons été utilisés indirectement pour que d'autres personnes puissent exercer une plus grande influence sur le Conseil d'Administration lorsqu'il s'agit de voter. Ce qui était à l'origine une approbation de procédure des Délégués des ONG entrants est devenu un défi politique. Cette évolution implique que les Délégués des ONG pour l'année 2019 continuent de faire preuve de diligence et de vigilance afin de protéger son espace et son siège à la table du CCP.

La 43^e réunion du CCP est la première à laquelle j'ai assisté et j'ai eu l'impression d'être une épreuve par le feu. En tant que délégué entrant d'une ONG européenne, j'ai été frappé par l'environnement hautement politisé dans lequel la délégation des ONG accomplit son travail: superviser le Programme Conjoint des Nations Unies sur le VIH et le sida et représenter les intérêts de millions de personnes vivant avec ou affectées par le VIH.

J'ai également été impressionné par la coopération sans faille entre les délégués (entrants et anciens) du monde entier, avec le soutien du Centre de Communication et de Consultation (CCF), qui a influencé d'importants points de décision du Conseil d'Administration sur des questions telles que les populations mobiles et leur vulnérabilité au VIH, et qui a fait avancer le programme sur l'accès aux médicaments pour les pays à revenu intermédiaire et à faible revenu.

Compte tenu du fait que la migration est une question très sensible dans de nombreux pays, il a été très fructueux de parvenir à un consensus sur les points de décision concernant les besoins des populations mobiles et des migrants en matière de soins adéquats et de qualité pour le VIH et d'inviter les États Membres à recueillir des données sur les populations mobiles et le VIH.

En tant que Délégué des ONG entrant, je me rends compte que les délégués sortants ont laissé un grand vide à combler. Je travaillerai dur pour représenter ma circonscription des ONG européennes et rester en contact étroit avec elles et pour poursuivre le travail important consistant à maintenir l'ONUSIDA en tant qu'organisation vitale dont le monde a besoin pour lutter contre le VIH et le sida et pour travailler dans le meilleur intérêt des personnes vivant avec et affectées par le VIH/sida. Avec la place de la société civile ne cessant de se rétrécir, la Délégation des ONG doit veiller à ce que la voix des Communautés ne soit pas écartée du CCP de l'ONUSIDA.

- Alexander Pastoors, HIV Vereniging Nederland, Délégué entrant pour l'Europe

Lors des réunions préalables au CCP, la Délégation rencontre des États Membres qui sont parfois représentés à part entière ou à titre individuel par un certain nombre de délégués et de membres du personnel de la Mission à Genève. Pourtant, la Délégation, composée de 10 personnes, mène des activités diplomatiques dans les 22 États Membres, le Secrétariat et tous les coparrainants, tout en restant en consultation avec les groupes de la société civile sur les cinq continents. C'est un exploit incroyable, mais il doit aussi conduire à un certain niveau d'inefficacité. À moins que le travail préparatoire joue un rôle plus important à l'appui de la semaine de réunion du CCP.

Incertaine du style de réflexion et consciente de mes 300 mots, ma réflexion englobe, d'abord, la portée intense de ce que la Délégation des ONG essaie de couvrir:

Choquée par le manque de respect manifesté par le CCP à l'égard des conférenciers et du thème de la santé mentale. La session aurait dû être reportée au prochain CCP en juin. Au lieu de cela, un signal ultrason a été envoyé au monde entier sur le manque d'importance de la santé mentale dans le VIH.

Choqué aussi par le comportement de certains membres du CCP. En trois ans de présence, je n'ai jamais vu un tel genre de politique qui caractérise le reste de l'ONU.

Choqué également, non pas par la remise en cause par les États Membres de la participation de la société civile au CCP, mais par le fort silence du Secrétariat et des autres États Membres sur la question.

Nous espérons avoir un aperçu de l'impact des PDD et des véritables leviers de changement dans la réponse. Inquiet que le focus de la société civile puisse rester prisonnier de la forme sur la stratégie. Inquiet de voir que la population clé avec des adolescentes et des jeunes femmes rend un mauvais service aux deux.

Excité à un niveau professionnel et personnel de travailler avec un tel groupe de talent, d'activisme, et de gens vraiment sympas.

- Jonathan Gunthorp, SRHR Africa Trust (SAT), Délégué entrant pour l'Afrique

En tant que Délégué des ONG entrant pour la région de l'Asie - Pacifique, il s'agissait de ma première réunion du CCP - et quelle réunion pour commencer mon introduction à la gouvernance et au fonctionnement interne de l'ONUSIDA. Au cours de la réunion, ce qui m'a particulièrement frappée, c'est l'importance de la politique dans les discussions, même si celles-ci sont les plus politisées et font l'appel aux autres à ne pas se servir de la politique dans les discussions.

J'ai été encore plus touchée par le dévouement des observateurs de la société civile et des Délégués des ONG pour assurer la transparence, et ce focus est demeuré essentiel dans la lutte contre le VIH et le sida et pour obliger les États Membres à rendre compte de leurs responsabilités à l'égard de leurs électeurs les plus marginalisés.

Alors que les espaces de la société civile, qui ne cessent de rétrécir, se rapprochent de plus en plus des populations clés, nous sommes fermement convaincus qu'il n'y aura pas de fin au sida sans nous. Des réponses significatives exigent une participation significative de la société civile.

J'ai été impressionné par l'éthique de travail et le dynamisme de la Délégation des ONG et du CCF pour ce qui est de promouvoir des points de décision et des résultats importants et politiquement sensibles pour les populations clés et les "10-10-10" dans un environnement complexe et difficile.

Enfin, je me suis rendu compte à quel point la fonction de surveillance de la société civile et l'engagement en faveur d'une gouvernance efficace sont critiques pour l'ONUSIDA. Les structures sont en place au sein du CCP pour assurer la responsabilité et le fonctionnement efficace d'ONUSIDA. Mais cela ne peut se produire que lorsque ces freins et contrepoids jouent tous leur rôle et de manière critique, cela implique une participation significative de la société civile et une Délégation des ONG disposant des ressources et des informations nécessaires pour le faire. Nous avons tous intérêt à ce que la lutte mondiale contre le VIH et le sida soit couronnée de succès, coordonnée et globale. Dans mon nouveau rôle au sein de la Délégation des ONG, j'espère être en mesure de contribuer, de représenter les populations clés et de garder un œil sur l'avenir d'un ONUSIDA plus fort, transparent et responsable - confiante que nous sommes également sous les yeux du monde entier.

- Jules Kim-Scarlet Alliance Association de Défense des Travailleurs du Sexe Australiens, Déléguée entrante pour l'Asie-Pacifique